

# **FIL D'ACTUALITÉ**

## **Suivez l'actualité 2019 mois par mois**

### **Septembre 2019**

- 25 septembre** En Égypte, des centaines de manifestants sont descendus dans la rue pour réclamer la démission du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. La contestation a démarré le 20 septembre après la publication de vidéos révélant la corruption du gouvernement. Plus de 2 000 personnes ont été arrêtées depuis le début du mouvement.
- 26 septembre** Jacques Chirac est décédé dans la matinée à l'âge de 86 ans. Il était malade depuis plusieurs années et n'apparaissait plus en public. Président de la République entre 1995 et 2007, Jacques Chirac a également été secrétaire d'État à la fin des années 1960, mais aussi plusieurs fois député de Corrèze et maire de Paris (entre 1977 et 1995). Sa vie politique a également été rythmée par les affaires judiciaires (financement occulte, emplois fictifs, HLM et détournement de fonds, etc.). Il avait été condamné en 2011 à deux ans de prison avec sursis.
- 26 septembre** Jeudi matin, à Rouen, un immense incendie s'est déclenché dans l'usine chimique Lubrizol. Cette dernière, classée SEVESO, fabrique des additifs destinés aux huiles de moteur, aux carburants et aux peintures industrielles. Outre l'épaisse fumée noire et l'odeur pestilentielle qui ont envahi la ville et ses alentours (sur plus de 30 km), une étrange pluie de suie a recouvert les pavés et les immeubles. Si les autorités ont appelé la population à garder son calme, les habitants de Rouen ont tout de même reçu l'ordre de rester confinés tandis que les établissements scolaires, mais aussi les gymnases, piscines et crèches sont restés fermés.
- 29 septembre** En Autriche, les élections législatives ont été remportées par l'ÖVP, parti conservateur dirigé par l'ancien chancelier Sebastian Kurz. Les sociaux-démocrates se sont hissés en deuxième position. Les Verts ont recueilli 14 % des voix. À l'inverse, le FPÖ (extrême-droite) a essuyé un sérieux revers, très affaibli depuis le scandale de l'Ibizagate (affaires de détournement de fonds).

## Octobre 2019

- 1<sup>er</sup> octobre** En Chine, un immense défilé militaire est organisé à Pékin pour célébrer le 70<sup>e</sup> anniversaire de la République populaire de Chine. Parallèlement, à Hong-Kong, les manifestants se sont de nouveau mobilisés pour réclamer davantage de démocratie. Des heurts violents ont éclaté avec la police et un manifestant a été blessé par balle.
- 2 octobre** En France, 27 000 policiers se sont réunis à Paris à l'occasion d'une « Marche de la colère ». Ils revendiquent une amélioration de leurs conditions de travail et de leur sécurité et contestent également la réforme des retraites.
- 2 octobre** Au Royaume-Uni, le premier ministre Boris Johnson a présenté à Bruxelles une ultime proposition d'accord de Brexit. Alors que la date du Brexit approche (le 31 octobre), la crainte d'un *No Deal* est grandissante.
- 3 octobre** Des enseignants et directeurs d'école ont manifesté dans toute la France pour dénoncer leurs conditions de travail et rendre hommage à Christine Renon, une directrice d'école de Pantin qui s'est donné la mort le samedi 21 septembre sur son lieu de travail.
- 3 octobre** En France, à Paris, un agent administratif de la Préfecture de police tue quatre personnes, dont trois policiers, au sein de la Préfecture. Le tueur, âgé de 45 ans, se serait converti à l'Islam puis radicalisé rapidement. Le parquet antiterroriste a été saisi de l'affaire.
- 3 octobre** En France, le Président de la République lance officiellement le grand débat sur la réforme des retraites. Emmanuel Macron s'est rendu à Rodez (Aveyron) et s'est livré à quatre heures de questions-réponses face à 500 personnes réunies pour l'occasion.
- 3 octobre** En France, dans une Assemblée nationale aux trois quarts vide, un amendement proposant la reconnaissance, dans le droit français, de la filiation des enfants nés de GPA à l'étranger a été adopté. C'est une surprise. Depuis le 14 septembre, les députés examinent le projet de loi de bioéthique.

**6 octobre**

En Irak, de nouvelles manifestations ont été organisées pour le 6<sup>e</sup> jour de mobilisation que connaît le pays. Depuis le début de la contestation, on dénombre déjà plus de 100 morts et 6 000 blessés causés par une répression extrêmement violente de la part des autorités. Les manifestants, essentiellement de jeunes chômeurs et habitants de quartiers pauvres, réclament une amélioration de leurs conditions de vie. Le soir même, le gouvernement d'Abdel Mahdi a annoncé une série de mesures pour répondre à ces revendications (aide au logement, allocation de pensions pour les jeunes chômeurs, construction de logements, etc.).

**8 octobre**

Donald Trump annonce sa décision de déplacer les troupes états-uniennes massées à la frontière entre la Syrie et la Turquie. Ce faisant, il facilite une intervention militaire de la Turquie dans la région où sont massés des milliers de combattants kurdes. Le Président des États-Unis a justifié ainsi sa décision : *« Le moment est venu de nous retirer de ces guerres interminables, souvent tribales, et de rapatrier nos soldats. Nous combattons là où se situe notre intérêt. La Turquie, l'Europe, la Syrie, l'Iran, l'Irak, la Russie et les Kurdes vont devoir à présent trouver des solutions et déterminer ce qu'ils veulent faire des combattants de l'EIIL qui ont été capturés. »*

**9 octobre**

La Turquie lance une offensive militaire baptisée « Source de paix » contre les combattants kurdes massés dans le nord-est de la Syrie. Les forces kurdes, alliées des Occidentaux, ont activement participé à la lutte anti-djihadiste mais sont considérées par la Turquie comme une organisation terroriste, en raison de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cette intervention militaire turque a été facilitée par le retrait des troupes états-uniennes massées jusque-là dans la région. Le Président turc Recep Erdogan a annoncé le début des opérations sur twitter, par ces mots : *« Les forces armées turques et l'Armée nationale syrienne (des rebelles syriens soutenus par Ankara) ont débuté l'opération "Source de paix" dans le nord de la Syrie. »*

**9 octobre**

En Allemagne, la petite ville de Halle est la cible d'un attentat terroriste d'extrême-droite, le jour de Yom Kippour. Un Allemand de 27 ans tue deux personnes, une femme devant une synagogue et un homme à l'entrée d'un restaurant turc.

**11 octobre**

À Toulouse, les services d'urgences sont en grève pour une 3<sup>e</sup> « journée noire » en trois semaines. Depuis plus de six mois, les urgentistes de près de 267 hôpitaux situés dans toute la France sont mobilisés pour dénoncer leurs conditions de travail et le manque de moyens. Il s'agit de l'un des conflits sociaux les plus importants et les plus suivis au sein des hôpitaux publics ces dernières années.

- 11 octobre** L'ensemble des médias français rapportent que Xavier Dupont de Ligonnès, en cavale depuis 11 ans et suspecté d'avoir assassiné l'ensemble de sa famille, aurait été arrêté par la police écossaise à la sortie d'un avion en provenance de Roissy. Dès le lendemain, après vérification ADN, cette information est démentie.
- 11 octobre** Au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, une mère d'élève voilée est prise à partie verbalement par des élus du Rassemblement national, et notamment le président du groupe RN, Julien Odoul, lui demandant de retirer son foulard. La mère d'élève accompagnait une classe de CM2 présente dans l'hémicycle pour comprendre le fonctionnement démocratique des institutions républicaines. Par la suite, Julien Odoul a posté une vidéo de l'incident, expliquant avoir agi au nom de principes républicains et laïcs et en mémoire des policiers tués dans l'attentat de la préfecture. Il a également dénoncé une provocation communautariste de la part de la mère d'élève. La polémique a pris une ampleur nationale. Emmanuel Macron est intervenu, appelant à ne pas stigmatiser les musulmans et à éviter les « raccourcis » entre lutte contre le terrorisme et islam.
- 12 octobre** Au Japon, un puissant typhon nommé Hagibis s'est abattu sur le pays dans la soirée. Les pluies torrentielles ont entraîné des inondations et des glissements de terrain, causant la mort d'au moins 12 personnes et en blessant 140. Le bilan reste provisoire.
- 12 octobre** Une enquête sur le sexisme au travail réalisée par l'IFOP dans cinq pays de l'Union européenne (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni) révèle que six Européennes sur dix ont été victimes de violences sexistes ou sexuelles au travail.
- 13 octobre** En Tunisie, le juriste Kaïs Saïed est élu président avec près de 73 % des voix face à l'homme d'affaires Nabil Karoui, emprisonné durant la campagne pour des soupçons de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale. Cette élection présidentielle avait été organisée de manière anticipée suite au décès du Président en exercice, Béji Caïd Essebsi, fin juillet 2019. Les partis de gouvernement, Nidaa Tounès, précédemment au pouvoir, et Ennahda ont été largement devancés dès le premier tour, témoignant des aspirations au renouvellement politique d'une majorité de citoyens.
- 15 octobre** Plusieurs milliers de pompiers professionnels manifestent à Paris. En grève depuis la fin du mois de juin, ils réclament notamment la revalorisation de la prime de feu et la reconnaissance de métier à risque. Ils dénoncent également la réforme des retraites et la lourdeur des missions qui incombent aux pompiers du fait de l'engorgement des services publics hospitaliers. À l'issue de la manifestation, les CRS ont usé de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre les manifestations, choquant l'opinion publique.

- 15 octobre** L'Assemblée nationale adopte le projet de loi bioéthique, contenant notamment une des promesses de campagnes d'Emmanuel Macron : le droit à la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes. Le projet doit être débattu au Sénat en janvier prochain.
- 17 octobre** Après cinq jours d'intenses négociations, la Grande-Bretagne et l'Union européenne se sont mises d'accord sur un accord de sortie, soit deux semaines avant la « deadline » fixée pour le Brexit (31 octobre). Cet accord doit désormais être validé par la Chambre des Communes dont le vote est prévu pour le 19 octobre. Depuis un an, trois accords ont été rejetés par la Chambre des Communes.
- 17 octobre** Au Mexique, l'un des fils du célèbre trafiquant de drogues « El Chapo » a été arrêté par la police dans la ville de Culiacan (nord-ouest du pays). Quelques heures plus tard cependant, la police a été contrainte de le relâcher : des dizaines d'hommes masqués et lourdement armés ont en effet attaqué les autorités et suscité de très violents affrontements dans cette ville de 750 000 habitants. « El Chapo » avait été arrêté en 2016 puis condamné en juillet 2019 aux États-Unis à la réclusion à perpétuité. Malgré cette arrestation, le cartel de Sinaloa, désormais dirigé par les fils d'El Chapo, continue d'acheminer l'essentielle de la cocaïne qui entre aux États-Unis.
- 17 octobre** La Turquie a annoncé une trêve de cinq jours afin de permettre aux forces kurdes de quitter le nord-est de la Syrie. Le gouvernement turc s'est félicité d'une « victoire absolue » face aux États-Unis et aux forces kurdes : l'offensive lancée par la Turquie devait en effet permettre le retrait total des combattants kurdes de cette région frontalière. La Turquie souhaite installer dans la région les réfugiés syriens actuellement hébergés en Turquie.
- 17 octobre** Au Liban, un mouvement de contestation sans précédent gagne le pays. L'étincelle est née d'une annonce du premier ministre libanais Saad Hariri concernant une série de réforme du budget et notamment l'introduction d'une taxe sur les appels effectués via WhatsApp.
- 17 octobre** En France, les cheminots se sont mobilisés spontanément après un accident survenu la veille dans les Ardennes sur un passage à niveau, blessant 11 personnes, dont le conducteur. Ce dernier, seul responsable à bord, a dû gérer seul l'accident et les passagers. En réaction, contrôleurs et conducteurs de trains ont fait valoir leur « droit de retrait ». Ils dénoncent la multiplication des accidents et la généralisation des trains sans contrôleur mettant en danger les cheminots et les voyageurs. Le directeur de la SCNF a dénoncé une « grève sauvage » sans préavis tandis qu'Édouard Philippe a chargé Guillaume Pepy, patron de la SCNF, d'examiner « toutes les suites, y compris judiciaires ». De son côté, le secrétaire d'État aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari, a annoncé que les cheminots ayant participé au mouvement social pourraient être sanctionnés.

- 20 octobre** Au Liban, le week-end a été propice à la continuation des manifestations qui paralysent le pays depuis jeudi. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté pacifiquement dans tout le pays pour réclamer le départ d'une classe politique jugée corrompue et incapable de gérer la profonde crise économique dans laquelle le pays est plongé.
- 20 octobre** En Bolivie, le président en exercice Evo Morales remporte les élections présidentielles, pour la 4<sup>e</sup> fois. Dès l'annonce des résultats, une partie de la population s'est mobilisée pour dénoncer des fraudes électorales.
- 21 octobre** La contestation se poursuit au Chili après 4 jours d'une mobilisation sans précédent. La population est massivement mobilisée depuis le vendredi 18 octobre suite à l'annonce par le gouvernement de la hausse du prix du ticket de métro. Dimanche 20 octobre, le président Sebastian Piñera (droite) a annoncé l'annulation de la mesure qui avait mis le feu aux poudres. Mais la colère des manifestants n'est pas retombée et les manifestations se sont poursuivies, accompagnées de violentes émeutes. Face aux manifestants, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence, a imposé un couvre-feu et a surtout mobilisé l'armée, une première depuis la chute de la dictature du général Pinochet (1973-1990). Douze personnes ont perdu la vie depuis le début du mouvement.
- 22 octobre** En Grande-Bretagne, les députés votent en faveur de l'accord du Brexit négocié entre Boris Johnson et l'Union européenne. À l'issue du vote, le premier ministre s'est félicité de cette avancée : « *D'une façon ou d'une autre, nous quitterons l'UE avec cet accord* ». Pour autant, les députés britanniques ont refusé la demande du premier ministre d'adopter le texte via une procédure accélérée afin de respecter la *deadline* fixée pour le Brexit (31 octobre). Ce faisant, ils ont contraint Boris Johnson à solliciter, auprès de l'Union européenne, un report de la date officielle du divorce.
- 23 octobre** En Israël, le Président de la République a confié à Benny Gantz la mission de former un gouvernement de coalition après le départ, lundi 21 octobre, du premier ministre Benyamin Nétanyahou. Ce dernier, disposant d'une très faible majorité, a échoué à former un gouvernement de coalition.

**24 octobre**

En Grande-Bretagne, Boris Johnson a expliqué qu'il accorderait un délai aux députés pour étudier l'accord de Brexit qu'il a négocié avec l'Union européenne à condition que les députés acceptent l'organisation d'élections générales anticipées pour le 12 décembre. Le premier ministre britannique espère ainsi que ces élections lui apporteront une majorité plus confortable permettant l'adoption de son projet de Brexit.

**24 octobre**

En Espagne, la dépouille du dictateur Franco a été exhumée du mausolée monumental dans lequel le général reposait depuis 44 ans. Ce mausolée avait été construit à la gloire du dictateur et était installé sur un immense charnier renfermant les ossements de 33 000 victimes de la guerre civile espagnole. Le corps du dictateur a été déplacé dans le modeste caveau familial, dans une ville proche de Madrid. Le chef d'État socialiste, Pedro Sanchez, qui avait fait de ce transfert l'une des priorités de son mandat, s'est félicité le soir même lors d'une allocution : *« L'hommage public au dictateur était plus qu'un anachronisme ou une anomalie, c'était un affront à la démocratie espagnole. Y mettre fin était un devoir pour les générations qui n'ont pas grandi sous le traumatisme de la guerre civile et du franquisme. »*